

Réunion d'initiative locale 1

Patronage laïque Jules Vallès – Lundi 28 janvier 2019 / 19h-21h

Pour la première réunion, l'ordre du jour appelle les questions suivantes :

- Question 1 : En qui faites-vous le plus confiance pour vous faire représenter dans la société et pourquoi ?
- Question 3 : Que faudrait-il faire pour renouer le lien entre les citoyens et es élus qui les représentent ?
- Question 5 : Que faudrait-il faire pour mieux représenter les différentes sensibilités politiques ?
- Question 8 : Que pensez-vous de la participation des citoyens aux élections et comment les inciter à y participer davantage ?
- Question 11 : Que faudrait-il faire aujourd'hui pour mieux associer les citoyens aux grandes orientations et à la décision publique ? Comment mettre en place une démocratie plus participative ?

Après avoir salué la présence des participants (19 personnes) et avant d'entamer le débat, l'animateur de la réunion tiens à préciser :

- Le déroulement de la réunion.
- Les règles du débat et fait une lecture de la charte du grand débat.
- Précise la thématiques choisie et les modalités de restitution.

Le grand débat national

*Résumé de la réunion du 28/01/19
19 participants*

Question 1 : En qui faites-vous le plus confiance pour vous faire représenter dans la société et pourquoi ?

Dès le début de la réunion, une participante précise que sa mobilisation au Grand Débat national vient du fait qu'il existe une fracture au sein de notre république entre deux mondes ; deux France qui semble ne plus se comprendre. Ce constat n'est pas récent mais devient à présent insupportable. L'ascenseur social qui fonctionnait durant les trente glorieuses, ne fonctionne maintenant plus. Un climat délétère se propage maintenant en France et il paraît urgent d'y faire face et de trouver ensemble des solutions pour y remédier. Elle ajoute qu'elle rencontre de véritables difficultés à se sentir représenter dans la société.

Des participants dénoncent le fait que les outils de contrôle et les institutions qui les portent sont inopérantes et couteuses. Ainsi, la cour des comptes ou le Conseil économique social et environnemental (CESE) pourraient être davantage pris en considération. Le fait d'obliger les décideurs politiques de répondre à certaines recommandations de ces institutions est également évoqué.

Certains participants montrent leur attachement au milieu associatif et pensent qu'il pourrait jouer un rôle important pour les représenter au sein de la société. L'esprit associatif est une vieille tradition française (1901). Les associations sont présentes sur l'ensemble de notre territoire, des plus petites villes au plus grandes. Ce tissu associatif, dont les mailles sont parfois trop lâches, mériterait d'être renforcé au titre de corps intermédiaire entre les citoyens et les représentants élus.

Un participant prend la parole pour exprimer que pour lui, les hommes et les femmes politiques ont disparu. Il n'y trouve de personne charismatique pour incarner une politique quelle qu'elle soit. A présent, ce sont des technocrates et des financiers qui dirigent le pays. N'étant pas élus, ils ne sont pas légitimes pour le peuple et contribuent directement à la défiance croissante envers les élus qui à leur tour font preuve de faiblesse en ne s'imposant pas.

Une participante s'exprime sur le fait de « Pourquoi être représentée ? ». Annonçant qu'elle ne souhaite plus être représentée mais agir directement sur les décisions politiques la concernant, elle prend pour preuve le cas de la Belgique qui n'avait plus de gouvernement pendant 194 jours durant la crise politique de 2007-2008. A cet argument, il lui est opposé le fait que durant six mois un pays peut être dirigé uniquement en traitant les affaires courantes sans que des décisions importantes soient prises au niveau gouvernemental. La même participante pense que les questions posées lors de ce Grand débat national sont orientées et que pour elle c'est la question de « Comment rendre le pouvoir au peuple ? » qui devrait être soulevée. Car, il y a aujourd'hui une dépossession du pouvoir du peuple par ses repentants élus.

Le grand **débat national**

Question 3 : Que faudrait-il faire pour renouer le lien entre les citoyens et des élus qui les représentent ?

Beaucoup de participants souhaitent rendre le vote obligatoire tel que le font d'autres démocraties en Europe (Ndr. Belgique, Luxembourg, Grèce, Danemark notamment). Cette obligation de voter souligne l'appartenance du citoyen à la République et à ses institutions. D'autres pensent que les élus ne sont pas assez proches de la population. Qu'ils devraient davantage communiquer et faire état de leurs travaux. Il est dit également, que certains élus semblent éloignés du peuple par le fait de leur formation initiale et leur parcours professionnel.

Le lien entre les citoyens et les élus ne peut se renouer que par la confiance. Cette confiance est actuellement largement entamée par les « affaires » qui entourent nombre de responsables politiques. Au même titre, les mouvements syndicaux sont de plus en plus délaissés par manque d'exemplarité et de chefs de file emblématique. Une question est alors soulevée : « Comment restaurer des structures de médiations ? »

Pour beaucoup, le nombre de députés et de sénateurs est jugé trop important. Une réduction de ces représentants est souhaitée. Un participant au débat note qu'autrefois (il n'y a pas si longtemps), le Grand débat national se situait au sein même des réunions politiques. Aujourd'hui par l'effondrement des partis politiques, il y a un vide.

Une participante souligne qu'il est important que les représentants élus du peuple soient une émanation des gens de la société civile et de spécialistes. De plus, il est soulevé que les groupes de lobbyistes interfèrent dans le débat démocratique et font pression sur les politiques pour influencer des intérêts individuels.

Question 5 : Que faudrait-il faire pour mieux représenter les différentes sensibilités politiques ?

Un consensus semble être trouvé sur le fait de ne pas mettre en place un système d'élection à la proportionnel. Il est fait allusion que le vote par liste peut, dans certains cas, permettre à des personnes non élues par les suffrages exprimés, de prendre des fonctions électives. Enfin, tous semblent s'accorder sur le fait qu'il ne faut pas revivre l'expérience de la IV^{ème} République.

Le grand **débat national**

Question 8 : Que pensez-vous de la participation des citoyens aux élections et comment les inciter à y participer davantage ?

Les participants au débat ont très largement mis en cause la confiance comme vecteur de non-participation des citoyens aux élections. Il leur semble urgent de restaurer un lien de confiance entre les élus et eux. La confiance aux représentants élus ne peut être effective que si ceux-ci font preuve d'exemplarité, de transparence et de pédagogie dans leurs choix, et leur communication. L'éloignement des élus vis-à-vis des citoyens est également pointé du doigt. Trop se sentent mis à distance du pouvoir politique décisionnel. Certains participants sont pour

des sanctions à prendre envers des personnalités politiques en fonction qui ne sauraient se montrer exemplaires et qui n'assumeraient pas leurs responsabilités. Delà vient également le renforcement des outils de contrôle des politiques menées.